

Manifeste pour un lycée démocratique

Rédigé par un collectif de professeurs, soutenu par *Reconstruire l'école*

10 décembre 1998

MANIFESTE POUR UN LYCEE DEMOCRATIQUE

DIX PROPOSITIONS POUR UNE AUTRE POLITIQUE SCOLAIRE

La personne de C. Allègre est, chacun le sait, de plus en plus contestée. Mais sa politique passe encore, aux yeux de beaucoup, pour avoir un principe incontestable : le "lycée du XXI^e siècle", avec ses nouveaux publics lycéens, ses savoirs nouveaux et toujours renouvelés, exige "la réforme" du lycée actuel.

Cette idée dominante soude derrière C. Allègre le gouvernement, les partis de la gauche plurielle, les médias dans leur ensemble, les associations de parents d'élèves et même un certain nombre de professeurs. Et comme toute idée dominante, elle a réponse à tout. Luttes scolaires en Seine-Saint-Denis ? Elles n'appellent, dit le gouvernement, que des ajustements budgétaires mineurs. Ample mobilisation des professeurs des Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles (C.P.G.E.) ? "Union Sacrée" (entendez : des conservatismes), titre Le Monde. Spectaculaire (bien que brève) mobilisation lycéenne ? D'abord réduits à n'exprimer que des "velleités" (L. Jospin) ou à être les "jouets" de "la main de Moscou" (C. Allègre), les lycéens sont ensuite "interprétés" : ils sont censés vouloir "la réforme". La base socialiste s'inquiète ? On appelle C. Allègre à plus de civilité (ou on envisage de le changer ?) mais pour sauver l'essentiel de sa politique.

Et pendant ce temps-là le corps enseignant dans sa masse glisse vers le découragement. Certains professeurs se taisent de peur de déranger la gauche, d'autres se taisent par dégoût de la gauche ; certains demandent des heures supplémentaires pour compenser la baisse de salaire provoquée... par la baisse du taux des "heures supplémentaires" obligatoires. A quand la "fuite des cerveaux" vers l'enseignement privé ?

Nous, signataires de ce manifeste, avons décidé de sortir de cette logique du silence et du découragement. Nous ne nous laissons impressionner ni par les fausses évidences ni par les réponses qui précèdent les questions. Nous pensons, contre l'idée dominante, que C. Allègre sert mal une mauvaise politique, dont, après 18 mois, les orientations générales, la cohérence et les effets destructeurs apparaissent chaque jour davantage. La politique que nous lui opposons est indissociable des luttes engagées depuis 18 mois ; elle est pluraliste et unitaire, comme en témoigne le nombre de sections locales de syndicats et associations qui participent à notre initiative ; elle est en tous points opposée à la politique gouvernementale : autres priorités, autre logique, autres objectifs, autres moyens. C'est pourquoi nous avons décidé de nous faire entendre.

I — RESTAURER UN TRAITEMENT DEMOCRATIQUE DES QUESTIONS SCOLAIRES.

Au nom d'une politique prétendument éclairée conçue par C. Allègre et par ses conseillers techniques, on dénigre l'immense majorité des professeurs : la gauche plurielle qui se targue ailleurs de "dialogue social" joue ici la carte du bouc émissaire ou de la haine sociale, de la haine du professeur, de l'intellectuel. En outre la politique suivie n'a jamais fait l'objet d'un mandat électoral clair : la gauche plurielle, qui a tellement, ailleurs, tendance à ne pas faire ce qu'elle dit, fait ici ce qu'elle n'a pas dit. Cette violence sociale et politique, que le despotisme haineux de C. Allègre ne fait que cristalliser, est illégitime ; et tous les partis de la gauche plurielle en sont responsables, aussi longtemps qu'ils y consentent par leur vote ou leur silence.

II — AVANT DE REFORMER LE LYCEE, EN FAIRE (ET REFAIRE TOUJOURS) UN BILAN RIGoureux ET PONDERE. DISCERNER LES ENJEUX DEMOCRATIQUES.

On assène la prétendue nécessité de "la réforme" alors que n'est effectué aucun bilan sérieux de l'état des lycées après quinze ans de "massification". Or ce bilan fait apparaître une situation complexe avec progrès, stagnation et menaces de régression. Progrès : élévation du taux de bacheliers par classe d'âge, lente promotion des enseignements technologiques et professionnels comme voies de réussite à égalité avec l'enseignement général, expansion, diversification et ouverture sociale accrue des C.P.G.E. Stagnation : plus de 50.000 jeunes sortent du système éducatif sans qualification. Menaces de régression : les écarts entre "bons" et "mauvais" lycées se creusent et incitent au "chacun pour soi" inégalitaire ; inégalités qu'accentuent des allégements inconsidérés en certaines disciplines : moins l'enseignement est porteur, plus jouent les priviléges.

Les lycées sont entrés dans une crise de croissance qui met chacun devant un choix clair. La massification des lycées sera-t-elle leur démocratisation, par et pour un enseignement de qualité pour tous, par et pour le droit au savoir pour tous ? Ou sera-t-elle, sous couvert de lutte contre "conservatisme" et "élitisme", le renoncement à l'exigence et à la qualité ? Et ce n'est pas par hasard si l'enjeu simple et considérable du droit au savoir pour tous est apparu, en quelques mois, tant en Seine-Saint-Denis qu'en C.P.G.E.

III — COMBATTRE LA DEMAGOGIE DESTRUCTRICE.

Nous récusons une politique de l'allégement systématique des programmes et donc des horaires d'enseignement sous prétexte de "mettre l'élève au centre du système éducatif". Un allégement peut être bon, mais, systématique, il devient suspect ; et il devient mauvais quand il se fait au nom de la seule utilité sociale ou civique ou pire encore, du seul agrément immédiat.. Homère "ne sert à rien" dans une réunion de négociation salariale, et l'algèbre du second degré "ne sert à rien" pour la plupart des métiers. Ceux qui, sous prétexte de justice, entretiennent le mépris voire la haine du savoir et de la culture, desservent en réalité et la culture et la justice.

Nous dénonçons le corollaire obligé et déjà bien visible de cet allégement : la déqualification systématique du corps enseignant : baisse des salaires et report de la revalorisation solennellement promise, "parcage" des agrégés en terminale, en C.P.G.E., en B.T.S. ou en premier cycle universitaire, projet de réduction des exigences théoriques pour le C.A.P.E.S., réduction importante des postes aux C.A.P.E.S. et aux agrégations, recrutement de surveillants bientôt pris pour professeurs et d'emplois jeunes bientôt pris pour surveillants.

Nous récusons le prétendu "modèle anglo-saxon" (au lycée on s'éduque ; l'instruction commence à l'université) souvent avancé pour légitimer ce lycée allégé : les politiques des U.S.A. et de la Grande-Bretagne dénoncent eux-mêmes aujourd'hui les ravages de ce modèle ; et en France ses zélateurs ne vont jamais, dans leur hypocrisie, jusqu'à l'estimer bon... pour leurs propres enfants.

La vérité plus crue est que le lycée allégé est une lycée "à coût constant" c'est-à-dire un lycée "bon marché" inscrit dans la logique néolibérale de précarisation du travail, de réduction de son coût et de réduction des coûts en général. Précarisation : réduction, par l'annualisation des services, des garanties statutaires pour les agents de service, les professeurs des lycées professionnels, les titulaires remplaçants (et demain les autres professeurs ?). Réduction du coût de travail : baisse des salaires des professeurs, emplois C.E.S. (Contrat

Emploi-Solidarité), emplois-jeunes sous-rémunérés, étudiants-surveillants astreints à des demi-services avec des demi-salaires (soit un peu plus que le R.M.I.). Réduction générale des coûts : économies drastiques, entre autres, sur les Z.E.P. transformées en R.E.P. ou réseaux de "redéploiement" des moyens.

Et la vérité ultime est que ce lycée bon marché est jugé suffisant pour ceux que l'on suppose réduits aux "velleités" de savoir, donc inaptes à s'approprier les plus hautes formes de savoir et de culture : sous la haine du savoir apparaît toujours, honteux de soi, le mépris des masses et l'acceptation du maintien voire de l'accroissement de l'inégalité. Et à qui profitera l'abaissement du niveau scolaire des lycées publics, si ce n'est à des écoles privées élitistes et coûteuses ?

IV — DEFINIR AVEC PRECISION UNE HAUTE AMBITION SCOLAIRE.

Une fois rejetée la voie de l'abandon, il faut revenir, toujours, à l'essentiel, et donc :

1. Mettre l'enseignement au centre du système éducatif. L'idéologie n'y peut rien : le centre du système éducatif n'est ni l'élève, ni le professeur, ni le rapport professeur/élève, mais l'appropriation de la culture par l'élève avec l'aide du professeur. Et aucun réalisme économique, social ou budgétaire ne pourra étouffer chez l'élève le plaisir et la fierté de comprendre, chez le professeur le plaisir et la fierté de faire comprendre. En revanche toutes les voies, traditionnelles ou nouvelles, générales, techniques ou professionnelles conduisant à ce foyer de plaisir et de fierté sont recevables. Là est le fait scolaire fondamental.
2. Mettre, enfin, le système éducatif au centre du projet démocratique. Donner à chacun, par un enseignement de qualité, toutes ses chances d'accéder à une pensée libre c'est faire le double pari de l'égalité et de la liberté par le développement de masse de l'intelligence. L'ordre inégalitaire et l'ordre gestionnaire et technocratique peuvent en être ébranlés mais c'est à ce risque toujours réassumé que se marque une démocratisation effective. Et tous ceux qui ont troqué "l'Ecole libératrice" pour une école adaptée à la réalité, c'est-à-dire à la mondialisation de l'économie libérale, sont en train de perdre leur âme.
3. Remettre (enfin) de l'ordre dans les priorités de la politique scolaire.

Malgré les "évidences Meirieu", la première urgence n'est pas de définir les programmes (et encore moins, donc, de les définir dans la précipitation). Car sans bon professeur un bon programme reste lettre morte. Et qui peut détecter qu'un programme est bon ou mauvais si ce n'est d'abord un bon professeur ? Pour un bon lycée il faut donc en priorité de bons professeurs. Rien ne sert ensuite de détailler les programmes de telle discipline si l'on n'a pas d'abord décidé... que cette discipline sera enseignée. Entre les fins ultimes de l'Ecole (liberté et égalité) et ses moyens détaillés, il y a l'intermédiaire indispensable de la liste des disciplines qui définit une culture ou une "tête bien faite". A rebours du "lapsus historique" qui a fait oublier à Ph. Meirieu les mathématiques dans la culture générale (logique : il cherche les "fondamentaux" de la culture hors de la culture !) il faut scruter les configurations de la culture, les "profils" ou "filières" (des "humanités" classiques à la "culture technique" et à la "culture professionnelle") susceptibles de former la pensée.

Les deux conditions premières d'un lycée démocratique sont donc exactement ce dont l'idéologie de "la réforme" ne parle pas : la haute qualification des professeurs et la définition pertinente des filières.

V — D'ABORD ELEVER LA QUALIFICATION DES PROFESSEURS.

Nous savons ce qu'est un bon professeur : il doit aimer sa discipline et son travail, avoir une compétence irréprochable et toujours actualisée ; il doit être indépendant de toute forme de pression (sociale, familiale, idéologique, pédagogique) ; et il doit être correctement payé pour disposer d'un statut social normalement attractif. De là découlent trois conséquences majeures.

1. Les tâches d'enseignement sont devenues plus difficiles : publics nouveaux, savoirs nouveaux et constamment renouvelés, nouvelles sources d'information. Il faut donc non abaisser mais éléver la qualification des professeurs dans un cadre national. Là est le chantier prioritaire, avec au moins trois tâches : 1) Inverser le mouvement général de déqualification dénoncé plus haut, en chacun de ses aspects. 2) Affermir et éléver les exigences théoriques des C.A.P.E.S. et des agrégations. 3. Développer une formation pédagogique bien conçue (voir VII ci-dessous). Et réactiver, harmoniser tout le potentiel de formation initiale et permanente des professeurs (E.N.S., I.U.F.M., M.A.F.P.E.N.).

2. Les professeurs ne sont ni des apôtres ni des domestiques honteux de parler de leurs gages. La République se doit de bien les payer. Or dans leur grande masse ils restent payés en-dessous de leur qualification. Il faut donc d'abord annuler la baisse de leurs salaires et tenir les engagements non tenus de revalorisation des salaires, puis poursuivre cette revalorisation.

3. Les droits (garanties d'indépendance intellectuelle et pédagogique, en particulier) et les devoirs (obligations de service, en particulier) des professeurs ont été définis en 1950. Le statut original (salarié, fonctionnaire, mais pour une profession de type libéral) est un acquis de la Libération. Rien n'autorise à le "casser", surtout pas des informations erronées ou mensongères sur le temps de travail des professeurs ; et il faut le défendre partout où il est menacé, en particulier dans les projets de "gestion déconcentrée" voire locale "des personnels".

VI — DEVELOPPER ET DIVERSIFIER LE MODELE SECONDAIRE.

Qu'y a-t-il de commun entre, par exemple, une bonne filière littéraire et une bonne filière professionnelle ? Ce qu'on peut appeler le "modèle secondaire" d'accès à la culture et à la pensée : fermeté de chaque discipline enseignée, progressivité pluriannuelle dans l'enseignement de cette discipline, cohérence pluridisciplinaire, ouvertures interdisciplinaires (mais progressives et maîtrisées), accès progressif aux œuvres ou sources de première main, accès progressif à l'organisation déductive et argumentative de la pensée, le tout avec un taux d'encadrement qui permet une diversification des exercices et une interaction entre ce qui vient du professeur et ce qui vient des élèves. De là découlent cinq conséquences majeures.

1. Penser toujours la distinction et la liaison des éléments du modèle secondaire. Par exemple : nulle disciplinarité sans progressivité (en sciences et techniques mais aussi en lettres) ; nulle interdisciplinarité sérieuse sans disciplinarité et pluridisciplinarité cohérente, etc.

2. Diversifier, harmoniser, rapprocher les figures de ce modèle secondaire que sont les filières : mieux affirmer chacune d'elles, et en faire toujours une voie de réussite ; combattre les hiérarchies toujours renaissantes entre elles ; combattre la caricature de culture commune que serait un tronc commun peau de chagrin et la caricature de diversification que seraient des options dispersées greffées sur cette peau de chagrin ; multiplier les passerelles entre les filières mais favoriser aussi des rapprochements et fécondations réciproques. Là se joue le grand dessein d'une politique scolaire démocratique : une culture plus riche, plus ouverte, plus universelle ; la justice est bien condition de la culture tout comme la culture est condition de la justice. Préalable indispensable à cette entreprise : redonner à l'enseignement public professionnel toute sa place dans le système scolaire et le libérer de la tutelle du privé.

3. Cerner, ce qui est aisément réalisable, les bonnes conditions du travail scolaire : classes sans surcharge, alternance entre cours et T.P. ou T.D., salles de travail, bibliothèques-médiathèques, moyens informatiques (à leur place, mais rien qu'à leur place). Mais il faut savoir que si l'on veut vraiment faire contrepoids aux inégalités socio-culturelles, il faudra deux fois rompre avec le principe du bon marché ou "à budget constant" : le budget de l'Education Nationale doit croître pour offrir plus de conditions scolaires favorables aux élèves dont les milieux familiaux sont les moins porteurs.

4. Le modèle secondaire n'est pas cantonné aux classes antérieures au baccalauréat. Il fonctionne aussi, et fort bien, dans les C.P.G.E., cette "exception française", "coûteuse" et "élitiste" que certains voudraient, en

particulier au nom de l'Europe, supprimer et que certains conseillers de C. Allègre lui-même finissent par reconnaître, en privé, pour ce qu'elle est : une réussite française. Il faut donc non les supprimer, ni les diluer dans les universités, ni les couper de l'enseignement secondaire, mais les prendre comme un des points d'appui déterminants pour améliorer l'ensemble de l'enseignement supérieur.

5. Il n'y aura pas de lycée démocratique sans collège démocratique. Et si le modèle secondaire vaut pour le lycée démocratique, il doit valoir aussi, sous des formes et à des degrés sans doute spécifiques, pour le collège démocratique. Il faut donc rouvrir le dossier des collèges, effectuer le bilan critique du "collège allégé" qu'est le "collège Bayrou" et reposer la question d'une diversification prudente des filières au collège.

VII — AJUSTER PROGRAMMES ET METHODES AVEC SOUPLESSE ET PLURALISME.

Les programmes ont changé, changent et changeront. La question n'est pas de définir la mièvre utopie de papier des "programmes du XXI^e siècle", mais de bien réguler l'ajustement des programmes, en combinant la maîtrise de l'évolution des savoirs, la pratique de leur transmission et la connaissance de l'état du système éducatif. Très délicate synergie où doivent collaborer universitaires, professeurs et inspecteurs. L'opinion des élèves, de leurs parents, des citoyens doit être aussi prise en compte, mais sans confusion des rôles. Des instances de régulation existent déjà ; il faut non les détruire mais les améliorer, en cernant mieux leurs missions.

La souplesse pédagogique tient, elle, dans la conjonction de deux principes au moins. 1. Les voies d'accès au "fait scolaire" sont multiples ; il n'y a donc pas, il ne doit pas y avoir de pédagogie officielle et encore moins de pédagogie caporalisée et jargonnante. 2. On n'enseigne pas la biologie comme la poésie : il faut donc privilégier les pédagogies spécifiées par rapport à la pédagogie générale ; et une pédagogie spécifiée exige d'abord la compétence théorique dans la discipline concernée.

VIII — INVENTER UNE NOUVELLE LOGIQUE BUDGETAIRE.

Le réalisme budgétaire crie à l'utopie devant le coût d'un enseignement de qualité pour tous. Mais le choix est non entre sérieux budgétaire et utopie mais entre deux conceptions du sérieux budgétaire. L'une, purement comptable, demande, en Harpagon "combien ça coûte ?". L'autre, meilleure gestionnaire et plus conforme à l'esprit d'entreprise, compare les coûts et les profits d'un investissement. Or le pari sur l'intelligence est un investissement à l'échelle de la Nation et ses gains, durables, sont à la fois techniques, sociaux et politiques. Comptables gouvernementaux, encore un effort pour penser un peu et donc mieux compter !

IX — RENFORCER, ASSOUBLIR ET BIEN CENTRER LE SYSTEME SCOLAIRE.

Dictée par la manie idéologique et l'avarice budgétaire, s'est développée depuis 18 mois une insupportable caporalisation du système éducatif : déstructuration du ministère, mise au pas des inspecteurs et des chefs d'établissement (ces derniers bientôt mis en tutelle sous des super-proviseurs), inflation tatillonne et paperassière des contrôles. A rebours de ces destructions-proliférations, il faut revenir à l'essentiel du système éducatif et le renforcer, l'assouplir et bien le centrer.

Renforcer. La puissance publique doit aujourd'hui plus qu'hier être la garante de l'égal accès de tous à un enseignement de qualité sanctionné par des diplômes nationaux ; elle doit aujourd'hui plus qu'hier être la garante de l'égale répartition géographique et sociale des chances, donc de l'investissement scolaire ; elle doit aujourd'hui plus qu'hier être la garante de la continuité des cursus scolaires (en particulier dans les passages collège-lycée et lycée-enseignement supérieur) ; elle doit aujourd'hui plus qu'hier être la garante des compétences, du statut et des salaires des professeurs.

Assouplir : la puissance publique doit non décider elle-même des structures, programmes et méthodes d'enseignement mais favoriser la régulation et le pluralisme de leurs ajustements.

Bien centrer : il n'y a pas d'harmonie préétablie entre le "fait scolaire" et les logiques sociales et économiques qui le sollicitent. Ainsi le lien entre bassin de formation scolaire et géographie de l'embauche ne saurait-il être une contrainte absolue.

X — ENGAGER LA CONTRE-OFFENSIVE ET FAIRE ENTENDRE LA VOIX DU DROIT AU SAVOIR POUR TOUS.

Il y a bien deux politiques scolaires, deux orientations pour traiter la crise de croissance du système scolaire : la voie basse du "modèle anglo-saxon" repeint en "lycée du XXI^e siècle" et la voie haute que nous lui opposons. Et les choses sont sans doute moins figées qu'il ne semble : ni L. Jospin ni C. Allègre ne pourront aisément convaincre les surveillants luttant pour leur survie ou les comités d'action contre le bradage des Z.E.P. qu'ils sont soit conservateurs soit désireux, sans le savoir, de "la réforme". Nous sommes, plus que jamais, décidés à nous battre. Sur quatre fronts.

1. Il faut faire nombre. Nous appelons donc nos collègues de collège, de lycées, de C.P.G.E. mais aussi tous ceux qui, professeurs ou non, éducateurs ou non, veulent comme nous un lycée démocratique, **à signer ce manifeste ou à en rédiger d'autres du même type.**

2. Nous appelons les syndicats et associations dont beaucoup d'entre nous sommes membres à rechercher, comme nous le faisons nous-mêmes, la voie d'une unité structurée et pluraliste, et à organiser ensemble, au cours du second trimestre scolaire, une ou des actions d'ampleur nationale : déclaration commune avec publication payante, s'il le faut, dans la presse ; recherche des soutiens extérieurs au monde enseignant ; mise en demeure des partis politiques de répondre à des propositions telles celles de ce manifeste ; manifestation nationale...

3. Nous mettons le gouvernement, les partis politiques et la presse au défi d'organiser, en lieu et place des "coups médiatiques" comme le colloque Meirieu, des débats précis et dignes de ce nom sur des questions cruciales : salaires et statuts des professeurs, formation des professeurs, "déconcentration" du système scolaire, modèle secondaire... Nous avons des arguments ; ce manifeste n'en donne qu'une petite partie ; syndicats et associations ont des dossiers. Qui a peur du débat ?

4. Nous sommes décidés à utiliser l'arme du bulletin de vote lors des prochaines élections européennes. Parce que ce sont des élections et que, même si nous ne voterons pas la même chose, nous avons définitivement renoncé au "silence dans les rangs". Et parce que ce sont des élections européennes : les potentialités du système scolaire français ne doivent pas être étouffées sous prétexte de normalisation européenne. Nous nous déterminerons au moment de voter, en fonction des réponses que les divers partis donneront à ce manifeste.

Nous avons dans notre combat, une certitude tranquille : il existe pour le lycée, pour l'Ecole, une politique démocratique de clarté, d'unité, de courage et donc d'espoir.

Pour la justice et pour la culture.